



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 24/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MAHLE BEHR France

5 AVE DE LA GARE
B.P. 49
68250 Rouffach

Références : 0006700760_2025_07_17_MAHLE BEHR_VIIC_Suivi_des_échéances
Code AIOT : 0006700760

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/07/2025 dans l'établissement MAHLE BEHR France implanté 5 avenue de la Gare 68250 Rouffach. L'inspection a été annoncée le 27/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suivi des échéances:

- Contrôle des plans d'action mis en place par l'exploitant, afin de répondre aux non conformités constatées dans le cadre de la visite d'inspection du 10 octobre 2024 (Action régionale 2024 _ "Prévention et prolifération des légionelles") ayant fait l'objet d'une demande d'actions correctives ainsi que d'une mise en demeure par arrêté du 26 novembre 2024.

Référentiels utilisés:

- Code de l'environnement, article R.512-66-1,
- Arrêté ministériel du 12 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n°2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- Arrêté du 26 novembre 2024 portant mise en demeure à la société MAHLE BEHR.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAHLE BEHR France
- 5 avenue de la Gare 68250 Rouffach
- Code AIOT : 0006700760
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MAHLE BEHR fabrique des équipements aérauliques et frigorifiques à destination de l'industrie automobile.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Entretien des installations	AP de Mise en Demeure du 26/11/2024, article 2	Levée de mise en demeure
2	Stratégie de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, annexe I Point 3.7.I.2.b	Sans objet
3	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 08/07/2024, article R.512-66-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater le retour en conformité de l'exploitant et n'a révélé aucune autre non-conformité au regard du cadre réglementaire contrôlé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Entretien des installations

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/11/2024, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif
Prescription contrôlée : Dans un délai de 4 mois , l'exploitant respecte les dispositions suivantes du point 3.7.I.2.c de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé : "Entretien / État de l'installation" "L'installation, en particulier ses parties internes, est maintenue propre et dans un bon état de surface avant tout redémarrage et pendant toute la durée de son fonctionnement.[...]"
Constats :

Lors du contrôle initial en date du 10 octobre 2024, l'Inspection avait constaté que les surfaces internes des deux tours aéroréfrigérantes (TAR) étaient en mauvais état.

En réponse à cette non-conformité, l'exploitant a informé l'Inspection, par courrier en date du 28 novembre 2024, de sa décision de mettre définitivement à l'arrêt les deux TAR (utilisées pour le refroidissement des compresseurs d'air) présentes sur le site de Rouffach, et de procéder à leur démantèlement complet pour fin juin 2025.

Par ailleurs, il est précisé dans ce courrier que le refroidissement des compresseurs sera désormais assuré par l'eau froide produite par les pompes à chaleur déjà en fonctionnement sur le site.

Afin de justifier les éléments précités l'exploitant a transmis, en amont de l'inspection, les documents suivants :

- un ordre de travail émis par le service de maintenance interne, détaillant les opérations liées au démantèlement des TAR, incluant notamment la vidange du circuit d'eau, la dépose du réseau de refroidissement (tuyauterie), le dé-câblage électrique, ainsi que la création du nouveau réseau hydraulique et son raccordement aux pompes à chaleur,
- un certificat de destruction, daté du 26 juin 2025, délivré par un prestataire privé, confirmant la destruction des deux TAR ainsi que de la tuyauterie associée, en vue de leur valorisation matière dans les filières réglementaires appropriées.

Lors de la visite sur site, notamment dans le local technique des TAR, l'Inspection a pu constater que l'ensemble des équipements et installations associés à ces tours avait été retiré, ainsi que la mise en place d'une nouvelle tuyauterie reliant les pompes à chaleur aux compresseurs. Il a également été constaté que les TAR initialement présentes sur la toiture du local technique avaient été retirées.

D'autre part, un contrôle visuel a permis à l'Inspection de constater la présence des produits de traitement des TAR, entreposés (sur un bac de rétention adapté) dans la zone du site dédiée au traitement des déchets, en attente de leur enlèvement.

Postérieurement à l'inspection, l'exploitant a transmis les bordereaux de suivi des déchets dangereux, émis par le prestataire privé en charge de leur gestion.

Ces documents attestent de la prise en charge des produits précités en date du 21 juillet 2025.

Les actions correctives engagées, notamment l'arrêt définitif, le démantèlement des deux tours aéroréfrigérantes et la mise en place d'un nouveau système de refroidissement, permettent de conclure que l'exploitant n'est désormais plus concerné par la prescription initialement contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Stratégie de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, annexe I Point 3.7.1.2.b

Thème(s) : Risques chroniques, Traitement préventif

Prescription contrôlée :

[...]l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif [...]L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions

<p>d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH.[...]Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible.Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement, et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors du contrôle initial en date du 10 octobre 2024, l'Inspection avait constaté une incomplétude ainsi qu'un défaut de mise à jour de la fiche de stratégie de traitement de l'exploitant. Cette non-conformité avait donné lieu à une demande d'action corrective, formalisée dans le rapport de l'inspection du 10 octobre 2024.</p> <p>Comme mentionné dans le constat n°1, en réponse à cette non-conformité, l'exploitant a décidé de mettre définitivement à l'arrêt les deux TAR implantées sur le site de Rouffach et d'en engager le démantèlement complet.</p> <p>L'analyse des documents transmis ainsi que les contrôles visuels effectués sur site ont permis à l'Inspection de constater que le démantèlement des TAR a bien été intégralement réalisé, rendant ainsi caduque la prescription initialement contrôlée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Cessation d'activité

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/07/2024, article R.512-66-1</p>
<p>Thème(s) : Autre, Notification</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations un mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de cette notification et précise les conditions dans lesquelles elle est transmise par voie électronique.</p> <p>II. - La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations concernées, la mise en sécurité telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p> <p>III. - Lorsque la mise en sécurité est achevée, l'exploitant en informe par écrit le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, le ou les propriétaires des terrains concernés et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Si l'installation relève des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement définies à l'article R. 512-66-3, l'attestation prévue à l'article L. 512-12-1 est jointe à cette information. Cette attestation est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des site et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet,</p>

pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

Constats :

Le contrôle de cette prescription fait suite au constat de la cessation effective d'activité de l'exploitant, concernant les deux tours aéroréfrigérantes, lesquelles relèvent du régime de la déclaration avec contrôle périodique (DC) au titre de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, pour la rubrique suivante :

- **2921:** Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère.

En effet, l'Inspection s'est attachée à vérifier que suite au démantèlement des deux TAR du site de Rouffach, l'exploitant avait bien notifié aux différents services de l'État concernés, cette cessation d'activité conformément aux exigences de la prescription susvisée.

Il convient de rappeler que conformément aux dispositions de l'article R.512-66-3 du Code de l'environnement, la rubrique 2921_DC ne figure pas parmi celles nécessitant la délivrance d'une attestation "ATTES-SECUR", prévue à l'article L.512-12-1 et établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués.

Lors du contrôle en salle, après échange avec l'exploitant, il a été constaté qu'aucune notification conforme à ces obligations réglementaires n'avait, à ce stade, été transmise aux services de l'État concernés.

Néanmoins, postérieurement à l'inspection, l'exploitant a adressé cette notification par voie électronique aux services compétents. Les échanges de correspondances ont été communiqués à l'Inspection à la date de rédaction du présent rapport.

Il convient de préciser que ce document a fait l'objet d'une analyse de complétude par l'Inspection, laquelle n'a soulevé aucune remarque particulière.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il convient de préciser que cette cessation d'activité fera l'objet d'une instruction ultérieure par l'Inspection. Celle-ci visera à réexaminer les prescriptions actuellement applicables aux installations et à proposer, le cas échéant, un projet d'arrêté préfectoral intégrant des prescriptions complémentaires adaptées.

Type de suites proposées : Sans suite